



SYNTHÈSE

Tous les chiffres et les analyses sont à fin novembre 2019 sauf indications contraires. Valeurs en FCFA

Au niveau mondial, la croissance de l'activité économique a été modérée dans la plupart des pays et des régions, freinée par les incertitudes politiques et économiques qui ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux, mais globalement sur l'investissement des entreprises et la croissance mondiale. Toutefois, les perspectives de l'économie mondiale se sont améliorées en cette fin d'année 2019, confortées par l'apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

En **Afrique subsaharienne**, la progression du PIB devrait se maintenir à 3,2 % en 2019 tout comme en 2018 et atteindre 3,6% en 2020. Cependant, l'activité économique devrait demeurer vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles et lente dans les pays riches en ressources naturelles¹.

Sur le **marché des matières premières**, les cours des principaux produits de base connaissent une évolution mitigée depuis le début de l'année. En effet, au niveau des produits énergétiques, les cours moyens mensuels du pétrole brut (Brent) se sont établis à 63,2 dollars US le baril en moyenne en novembre, marquant une hausse de 5,9% par rapport à octobre 2019 et de 11,3% depuis début 2019.

Du côté des produits non énergétiques, en moyenne sur la période sous revue, les cours moyens du café robusta (-9,8%), du riz thaïlandais 5% (-1,3%) et de l'huile de palme (-10,6%) ont fléchi. À l'inverse, les cours moyens du caoutchouc (+5,7%), du cacao (+1,3%), de l'or (+8,9%) et du sucre (+0,3%) ont progressé.

Par ailleurs, au mois de novembre 2019, le redressement des cours du cacao amorcé depuis le mois d'août se poursuit, soutenu par la décision de la Côte d'Ivoire et du Ghana de limiter leurs productions. Les prix ont ainsi augmenté de 3,5% à fin novembre 2019.

Le **marché des changes** est caractérisé, en moyenne sur la période sous revue, par une appréciation de l'euro par rapport aux principales devises en dehors du rand sud-africain. En évolution mensuelle, le dollar américain s'est affiché en quasi-stabilité (+0,1%) par rapport à la monnaie européenne, malgré le relèvement observé sur ce dernier en septembre 2019.

Au niveau national, l'activité économique a évolué favorablement, grâce aux retombées de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et la bonne exécution du Programme Social du Gouvernement (PSGov) 2019-2020.

Le **secteur primaire** a enregistré une embellie bénéficiant de la poursuite de l'exécution du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) qui couvre la période 2018-2025, des réformes entreprises dans les différentes filières agricoles, de l'appui des partenaires au développement et de conditions climatiques assez favorables. Il a enregistré la hausse des productions de coton graine (+29,5%), de banane dessert (+2,2%), d'ananas (+3,0%), de sucre (+2,0%), de caoutchouc (+4,5% et de cacao (+9,4% à fin septembre 2019). À contrario, le volume commercialisé de noix de cajou (-14,5%) et la production de café (-23,9% à fin septembre 2019) ont baissé.

Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité industrielle poursuit son orientation favorable soutenue par les bonnes performances des industries extractives, des industries manufacturières et de la branche « Électricité, gaz et eau ». La progression de l'activité industrielle se perçoit à travers la consommation d'électricité de moyenne tension qui s'est accrue de 10,1%, et la hausse de 14,8% des exportations en volume de produits manufacturés.

Les activités du BTP devraient rester dynamiques, au regard de la réalisation de nombreux travaux d'infrastructures.

¹ Perspectives Économiques Régionales oct.2019

Le **secteur tertiaire** a poursuivi son dynamisme, grâce à la performance de l'ensemble de ses branches, notamment le commerce de détail (+4,2%) et le transport aérien (+4,1%).

En moyenne sur la période sous revue, **les prix à la consommation** ont enregistré une hausse modérée de 0,7%, résultant du renchérissement des produits alimentaires de 1,3% et d'une hausse modérée des prix des produits non alimentaires de 0,5%. Par ailleurs, en moyenne sur les douze (12) derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à 0,7%, largement en deçà de la norme communautaire fixée à 3%.

Au niveau de **l'emploi formel**, le nombre de salariés dans le secteur formel a augmenté de 3,2% pour s'afficher à 1 046 743, soit une création nette de 31 787 emplois en un an, dont 76,1% dans le secteur privé. Les créations brutes d'emplois se sont élevées à 85 358 sur les onze premiers mois de l'année 2019.

La situation des **finances publiques** est caractérisée par un niveau de recouvrement des recettes et dons de 4 593,1 milliards, en hausse de 335,1 milliards par rapport au niveau de la même période de l'année 2018. Cette évolution est attribuable à une meilleure mobilisation de l'ensemble des recettes intérieures. De même, les dépenses totales et prêts nets se sont accrus de 338,4 milliards pour atteindre 5 360,4 milliards, en ligne avec les prévisions budgétaires.

Ainsi, il en résulte un solde global déficitaire de 767,3 milliards. Un recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 2 909,5 milliards a permis de financer ce déficit et d'honorer à bonne date l'amortissement de la dette échue.

Les **échanges extérieurs de marchandises, hors biens exceptionnels** ont été marqués par un accroissement à la fois des exportations (+11,3%) et des importations (+4,1%). La progression des exportations s'explique principalement par une augmentation des ventes de produits miniers (+35,9%), de produits de l'agriculture industrielle et d'exportation (+9,8%), de produits de la première transformation (+3,2%) et de produits manufacturés (+5,1%). Quant aux importations, elles ont été portées par les achats de biens de consommation (+4,0%), de biens intermédiaires (+5,6%) et de biens d'équipement (+1,7%).

De ces évolutions, il découle un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 918,2 milliards avec un taux de couverture des importations par les exportations de 116,3%, en hausse de 7,6 points de pourcentage par rapport à fin novembre 2018.

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a été marquée par les replis des indices BRVM 10 et BRVM composite respectivement de 22,9% et de 25,0%, en lien avec la baisse de l'ensemble des indices sectoriels. De son côté, la capitalisation boursière composite est ressortie en hausse de 4,5% sous l'effet combiné de l'accroissement de la capitalisation du marché des obligations (+25,0%) et de la contraction de celle du marché des actions (-9,9%).

La **situation monétaire** a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire au sens large (M2) de 10,2% (+ 945,1 milliards) pour se situer à 10 185,3 milliards en raison des hausses des créances intérieures (+1 157,0 milliards ; +12,8%) et des actifs extérieurs nets (+253,1 milliards ; +14,4%).

En ce qui concerne **l'activité bancaire** sur la période sous revue, les nouvelles mises en place de crédits et les dépôts ont enregistré des hausses respectives de 1,8% (+80,3 milliards) et de 6,1% (+108,0 milliards) tandis que les escomptes d'effets de commerce se sont repliés de 1,8% (-17,5 milliards). La durée moyenne des crédits s'est établie à 22,3 mois contre 19,8 mois à la même période de 2018. Le taux moyen d'escompte et le taux créditeur moyen des dépôts sont ressortis respectivement à 7,0% et 6,4%.

En conclusion, l'activité économique continue de se renforcer grâce à l'accélération de l'activité industrielle et du BTP. En outre, les secteurs primaire et tertiaire consolident leur dynamisme. Par ailleurs, les prix à la consommation demeurent maîtrisés et le déficit budgétaire reste contenu. Cette bonne orientation de l'activité devrait se maintenir grâce à la poursuite de la réalisation des grands projets d'infrastructures publics et de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv).

CONTEXTE ECONOMIQUE

Croissance modérée de l'activité économique mondiale au dernier trimestre 2019

Au niveau mondial, la progression de l'activité économique a été modérée dans la plupart des pays et des régions, freinée par les incertitudes politiques et économiques qui ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux, mais aussi, globalement sur l'investissement des entreprises et la croissance mondiale. Toutefois, les perspectives de l'économie mondiale se sont améliorées en cette fin d'année 2019, confortées par l'apaisement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Dans les pays avancés, en variation trimestrielle, l'accroissement du PIB des *Etats-Unis*, serait modéré au quatrième trimestre 2019 (+0,3% après +0,5% au troisième trimestre 2019). En effet, la demande intérieure ralentirait, tandis que le commerce extérieur ne soutiendrait toujours pas l'activité. Par contre, le marché de l'emploi resterait dynamique. En termes d'emploi, l'économie américaine a créé 266 000 emplois nets en novembre 2019 après 156 000 en octobre, portant le cumul à près de 2 millions de postes depuis le début de l'année 2019. Le taux de chômage a reculé à 3,5% en novembre après 3,6% en octobre. Le taux d'inflation a atteint 2,1% en novembre 2019 après 1,8% en octobre, passant ainsi au-dessus de la cible officielle de 2%. En termes de perspectives, la croissance américaine devrait se situer à 2,3% en 2019 contre 2,9% en 2018 et projetée à 2,0% en 2020, selon les prévisions de l'OCDE.

Dans la zone euro, le PIB ne progresserait que de 0,2% au quatrième trimestre 2019, au même rythme qu'aux deux trimestres précédents grâce à la demande intérieure. L'activité accélérerait légèrement au premier et deuxième trimestre 2020 (+0,3%) bénéficiant de la reprise de l'économie allemande et des soutiens budgétaires généralisés. Les perspectives d'emploi restent cependant mitigées selon les enquêtes de conjoncture de l'INSEE de novembre 2019. L'emploi croîtrait modérément, au

rythme de +0,1% et le taux de chômage se stabiliserait autour de 7,5%. En perspectives, l'OCDE prévoit une croissance économique limitée à 1,2% en 2019 contre 1,9% en 2018, et projetée à 1,1% en 2020.

Au Royaume-Uni, après s'être redressée au troisième trimestre 2019 (+0,3% après -0,2% le trimestre précédent), l'économie britannique devrait croître faiblement de 0,1% au dernier trimestre de 2019, pénalisée par la faiblesse de la demande intérieure. Les perspectives économiques demeurent incertaines, compte tenu des risques liés à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Le taux de croissance en 2019 devrait atteindre 1,2% et s'établir aux alentours de 1,0% au cours des deux prochaines années selon l'OCDE.

Au Japon, le PIB devrait se replier au quatrième trimestre 2019 (-0,3%) en raison de la contraction de la consommation des ménages consécutive à la hausse de la TVA de 8 à 10% en octobre dernier. La croissance japonaise devrait ralentir en 2020 pour tomber à 0,6% après 1,0% en 2019, impactée par la faiblesse de la demande extérieure.

Au Canada, le PIB réel devrait progresser de 1,1% en glissement annuel au cours du quatrième trimestre, moins vite que la croissance de 1,3% enregistrée au troisième trimestre, selon Statistique Canada. L'économie canadienne est soutenue par la consommation, les dépenses publiques, l'investissement résidentiel et l'investissement des entreprises en dépit du fléchissement des exportations.

Dans les économies émergentes et en développement, au dernier trimestre de 2019, la croissance de l'activité dans les principaux pays afficherait des évolutions contrastées. En **Chine**, en variation trimestrielle, la production devrait se maintenir à +1,4%, évoluant au même rythme qu'au troisième trimestre, mais serait en décélération par rapport au deuxième trimestre (+1,5%). L'activité reste pénalisée, notamment par les effets de la guerre commerciale avec

les Etats-Unis, ainsi que par l'affaiblissement de la demande intérieure et extérieure. **En Inde**, l'activité ralentirait sur la même période de 2019 (+0,7% contre +0,8% au troisième trimestre 2019) sous l'effet de la dégradation de la confiance des ménages et de la faiblesse de la demande intérieure. **En Russie**, la croissance du PIB se consoliderait, mais en légère décélération par rapport au troisième trimestre (+0,8% contre +1,1% au trimestre précédent). L'activité économique tire profit du faible niveau de l'inflation. De même au **Brésil**, l'activité devrait croître de façon modérée au dernier trimestre de 2019 (+0,4%) après avoir progressé de 0,6% au troisième trimestre grâce à la reprise de la production industrielle.

En Afrique subsaharienne, la progression du PIB devrait se maintenir à 3,2% en 2019, au même rythme qu'en 2018 et atteindre 3,6% en 2020 selon les Perspectives Economiques Régionales (PER). Cependant, la croissance devrait demeurer vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles et lente dans les pays riches en ressources naturelles.

La croissance économique **nigériane**, s'est accrue de 2,28% au troisième trimestre 2019 et pourrait se poursuivre au dernier trimestre selon le Bureau National des Statistiques (BNS). Pour l'ensemble de l'année 2019, l'Institution de Statistique a abaissé ses prévisions de croissance, les ramenant, en septembre dernier, à 2,27% contre 3,0% initialement prévu en mai. Les nouvelles prévisions reposent sur les attentes favorables relatives au prix du pétrole brut qui conduiraient à une augmentation des réserves de change.

En Afrique du Sud, l'activité a ralenti au troisième trimestre (+0,6%) après le rebond de 0,9% enregistré au deuxième trimestre 2019. Selon l'Agence Nationale de Statistiques d'Afrique du Sud (Stats SA), ce résultat est la conséquence d'une contraction de l'activité dans les secteurs minier et énergétique.

Dans les pays de **l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)**, le dynamisme de l'activité économique, s'est renforcé au troisième trimestre 2019. Le taux d'accroissement du PIB, en termes réels, est ressorti

à 6,6% après 6,4% le trimestre précédent. Quant à l'inflation, il est ressorti à -1,0%, après -0,7% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2019, les projections de la Banque Centrale situent le taux de croissance économique de l'Union à 6,6% comme en 2018.

Fluctuation des cours des principaux produits de base

Sur le **marché des matières premières**, les cours des principaux produits de base continuent de fluctuer. Ainsi, l'indice des prix des produits énergétiques, s'est accru de 5,2% en novembre après un recul de 3,7% en octobre, tiré par une remontée des cours du pétrole brut (+5,9% après -4,9% en octobre). L'indice des prix des produits non énergétiques a, quant à lui, maintenu sa reprise (+2,5% après +0,9% en octobre 2019).

En ce qui concerne les produits énergétiques, le cours du pétrole brut s'est inscrit en hausse au mois de novembre après sa baisse au mois d'octobre 2019. Les cours du pétrole brut (Brent) se sont établis à 63,2 dollars US le baril en moyenne en novembre, marquant une hausse de 5,9% par rapport à octobre 2019 et de 11,3% depuis début 2019. Ce rebond est lié à l'annonce d'une entente sur un accord commercial sino-américain.

Du côté des produits non énergétiques, en évolution en moyenne annuelle sur la période sous revue, les cours moyens du café (-9,8%), du riz thaïlandais 5% (-1,3%) et de l'huile de palme (-10,6%) ont fléchi. A l'inverse, les cours du caoutchouc (+5,7%), du cacao (+1,3%), de l'or (+8,9%) et du sucre (+0,3%) ont progressé.

En évolution mensuelle, au mois de novembre 2019, le cours du cacao renforce son redressement amorcé le mois d'août, soutenu par la décision de la Côte d'Ivoire et du Ghana de limiter leurs productions. A Londres, les prix ont ainsi augmenté de 3,5% à fin novembre 2019.

Stabilité de l'euro face aux principales monnaies

En moyenne sur les onze premiers mois de l'année 2019 et comparée à la période correspondante de 2018, l'euro a

pris de la valeur face au dollar US (+5,4%), au yen japonais (+6,7%), au yuan renminbi (+0,9%) et à la livre sterling (+1,0%). Face au rand sud-africain, l'euro a reculé de 3,2%.

En évolution mensuelle, le **marché des changes** a enregistré au mois de novembre 2019, une quasi-stabilité de l'euro par rapport au dollar US (+0,1%), à la livre sterling (+0,1%) et au yuan renminbi (+0,1%). Par contre, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport au rand sud-africain (-0,1%) et s'est appréciée par rapport au yen (+1,9%).

Contexte économique national favorable

Au niveau national, l'activité économique a évolué favorablement, grâce aux retombées de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et la bonne exécution du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020.

L'exécution du PND 2016-2020 a, en effet, permis d'enregistrer d'importants progrès notamment, en matière de bonne gouvernance, d'implantation d'entreprises pour la transformation structurelle de l'économie et de développement d'infrastructures au plan national. Ces performances ont contribué à la consolidation de l'environnement des affaires.

Ainsi, selon le rapport 2019 de la CNUCED, les flux entrants d'Investissements Directs Étrangers (IDE) en Côte d'Ivoire ont connu une croissance de 31% sur la période 2016-2018, passant de 577 millions à 913 millions de dollars américains. La Côte d'Ivoire reste le pays le plus attractif de la zone UEMOA avec une part d'IDE entrant de 28%. Elle est suivie du Sénégal (20%), du Mali (15%) et du Niger (15%).

Aussi, dans le cadre de la promotion d'une croissance plus inclusive, le Gouvernement a accéléré la mise en œuvre du PSGouv 2019-2020 dont les effets sont d'ores et déjà perceptibles au niveau de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable et de l'électrification. Ainsi, pour réduire la mortalité infantile et maternelle, plus de 1 250 000 enfants ont été vaccinés gratuitement et près de 465

000 femmes ont bénéficié gracieusement de kits d'accouchement et de césarienne à travers les centres de santé du pays.

Au niveau de la protection sociale, les enrôlements pour la Couverture Maladie Universelle (CMU), s'accroissent. Ce sont déjà plus de 2,9 millions de personnes qui ont été enrôlées, dont la moitié va bénéficier, pour la première fois de leur vie, d'une assurance maladie.

Au niveau de l'éducation, en vue d'améliorer les conditions d'étude des écoliers, le PSGouv 2019-2020 a prévu l'acquisition de table-bancs ainsi que le recrutement et la formation de nouveaux enseignants. Ainsi, 10 300 enseignants contractuels ont été recrutés, formés et affectés à travers le pays depuis octobre 2019 et 265 000 tables-bancs ont été acquis et distribués.

Pour améliorer l'accessibilité à l'électricité, plus d'un million de familles vulnérables ont bénéficié de la réduction de 20% du tarif social. Par ailleurs, l'État a pris en charge le premier paiement des frais d'abonnement à l'électricité de 200 000 familles.

S'agissant de l'eau potable, les investissements ont été renforcés, avec pour objectif de rendre fonctionnelles 21 000 pompes villageoises et de consolider la production ainsi que le réseau de distribution en milieu urbain.

Réalisations sectorielles à fin novembre 2019 comparées à celles de fin novembre 2018, sauf indication contraire. Valeurs en FCFA

Secteur réel

L'activité économique nationale consolide sa bonne orientation, portée par le dynamisme des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Secteur primaire

Le secteur primaire a enregistré une embellie en rapport avec l'exécution en cours du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) qui couvre la période 2018-2025, des réformes entreprises dans les différentes filières agricoles, de l'appui des partenaires au développement et de conditions climatiques assez favorables.

Bonne dynamique de l'agriculture d'exportation

L'agriculture d'exportation a évolué favorablement, avec l'accroissement des productions de bananes dessert, d'ananas, de sucre, de coton, de cacao et de caoutchouc tandis que les réalisations du café et de la noix de cajou ont reculé.

La production de **cacao** à fin septembre 2019 s'est située à 1 091 272,2 tonnes, en hausse de 9,4%. Elle a tiré profit des bonnes conditions climatiques, de l'entrée en production de nouvelles plantations et de la poursuite des actions pour l'amélioration de la productivité du verger, notamment la formation des producteurs aux bonnes pratiques agricoles. Pour assainir la filière, une compagnie alimentaire a dépensé 45,13 millions de dollars US afin de s'approvisionner en cacao de manière durable et réaliser des progrès dans la lutte contre le travail des enfants dans sa chaîne d'approvisionnement en Afrique de l'Ouest. Dans le domaine de la transformation, un accord commercial a été signé entre le Conseil Café Cacao (CCC) et le groupe chinois China Light Industry Design Engineering Co Ltd, pour la construction des usines de transformation de cacao et des entrepôts de stockage à Abidjan et à San Pedro. Le prix garanti bord champ pour la campagne 2019-2020 est fixé 825 FCFA/Kg, en hausse de 10% par rapport à la campagne précédente.

La production de **café** accuse un recul de 23,9% qui s'explique par un repos végétatif après le bon niveau de production atteint en 2018. Cependant, la filière bénéficie des efforts du Conseil Café Cacao (CCC) dans le cadre du programme de relance du café. Des actions d'amélioration de la productivité sont menées à travers le recepage des vieux vergers et la distribution de semences améliorées.

Le volume de **noix de cajou** commercialisé s'est situé à 634 631,0 tonnes, en baisse de 14,5%. La filière pâtit d'une surproduction mondiale qui a fortement contribué à la baisse des prix internationaux. Afin de remédier à ces difficultés et d'assurer des prix rémunérateurs aux producteurs, le Gouvernement ivoirien a procédé à la réduction du Droit Unique de Sortie (DUS) de 10% à 7%. Il a également pris des mesures en faveur de la transformation. Ces actions devraient permettre d'améliorer la capacité opérationnelle des unités installées et la mise en service de nouvelles. Par ailleurs la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a accordé une ligne de crédit à court terme de 5 milliards à BGFI Bank Côte d'Ivoire pour le refinancement partiel de la campagne cajou 2019/20 en Côte d'Ivoire. Ce financement contribuera notamment à l'achat d'environ 69 000 tonnes de noix de cajou auprès des producteurs ivoiriens. Le prix minimum bord champ a été fixé à 375 FCFA/kg pour la campagne 2019.

La production d'**ananas** à fin novembre 2019, s'est affichée à 44 329,3 tonnes en hausse de 3,0%. Après plusieurs années consécutives de baisse, la production enregistre un rebond cette année du fait notamment, du regain d'intérêt des petits producteurs et du développement d'une nouvelle variété à fort rendement.

La **banane dessert** a enregistré une hausse de 2,2% de la production qui s'est établie à 426 939,0 tonnes. La filière bénéficie de l'exécution de la stratégie gouvernementale pour la filière avec l'appui technique et financier de l'Union Européenne, à travers le programme de Mesures d'Appui à la Banane dessert (MAB) et la hausse des nouveaux investissements dans la production. Toutefois, la

fin de l'aide du programme (MAB) le 31 décembre 2019 pourrait affecter la production si aucune mesure compensatoire n'est adoptée.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	11 mois 2018	11 mois 2019	Variation (%)
<i>Cacao*</i>	997 596,6	1 091 272,2	9,4
<i>Café*</i>	123 618,3	94 109,3	-23,9
<i>Anacarde</i>	741 963,7	634 631,0	-14,5
<i>Ananas</i>	43 027,4	44 329,3	3,0
<i>Banane dessert</i>	355 419,9	426 939,0	2,2
<i>Caoutchouc**</i>	458 149,0	478 552,1	4,5
<i>Coton graine*</i>	278 080,3	360 049,2	29,5
<i>Sucre</i>	115 045,9	149 009,2	2,0

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Production à fin septembre 2019

** Production à fin octobre 2019

La production de **caoutchouc** à fin octobre 2019, a progressé de 4,5% pour s'afficher à 478 552,1 tonnes. Cette augmentation est due à l'entrée en production progressive de nouvelles plantations. Toutefois, en raison de difficultés de commercialisation, une décélération de la production est observée en 2019. En effet, l'accroissement rapide de la production depuis 2017 a entraîné une insuffisance des capacités d'usinage de la filière conduisant à des difficultés d'écoulement du latex. Aussi, dans le souci de remédier à ces difficultés, le Gouvernement a décidé d'accorder des mesures fiscales incitatives additionnelles notamment des crédits d'impôts pour accroître les capacités d'usinage.

La production de **coton** à fin octobre 2019 s'est affichée à 360 049,2 tonnes en progression de 29,5%. Les bonnes performances de la filière sont dues à la réforme instituant le zonage industriel qui a permis l'accroissement de la productivité et suscité un engouement chez les producteurs.

La production de **sucre** a augmenté de 2,0% pour atteindre 149 009,2 tonnes. La filière est en phase de stabilisation après une période baissière mais reste en proie à des difficultés liées à une production mondiale abondante et des prix bas. Cette surproduction favorise les importations frauduleuses de sucre et menace le marché des entreprises productrices nationales, créant ainsi une difficulté à la réalisation des investissements prévus. Afin d'améliorer la compétitivité de la filière et être plus compétitives sur le marché international, les entreprises nationales envisagent des investissements pour faire passer leurs capacités de

production de 186 647 tonnes en 2018 à 300 000 tonnes en 2023.

Secteur secondaire

Le secteur secondaire poursuit son évolution favorable en lien avec la bonne orientation des activités industrielles et du BTP.

○ Dynamisme des activités industrielles

L'activité industrielle maintiendrait son orientation favorable au vu de l'accroissement des activités extractives et de la hausse de la consommation d'électricité moyenne tension (+10,1%). Les exportations en volume de produits manufacturés se consolident également de 14,8%.

➤ Bonne tenue des activités extractives

Les activités des industries extractives se sont accrues profitant de la hausse des productions de pétrole brut, de gaz naturel et des autres activités extractives.

La production de **pétrole brut** à fin novembre 2019 a enregistré une croissance de 16,1% et s'est établie à 12 227,9 milliers de barils. Cette hausse de la production résulte des investissements réalisés pour améliorer les rendements. Ainsi, les productions des champs « Lion et Panthère » du bloc CI-11 et « Baobab » du bloc CI-40 se sont accrues respectivement de 47,1% et 27,5%.

La production de **gaz naturel** à fin novembre 2019 s'est affichée à 1 903,1 millions de mètres cubes, en hausse de 6,1%. Cette évolution positive s'explique la hausse de la demande consécutive à l'utilisation croissante de gaz naturel dans leur processus de production par certaines unités industrielles.

Les **autres activités extractives** ont également continué d'évoluer favorablement avec l'augmentation des productions d'or et de manganèse en dépit du recul de la production de diamant.

La production d'**or** a progressé de 24,0% pour s'établir à 27 089,5 Kg. La production est portée par la hausse des cours sur le marché international.

La production de **manganèse** s'est située à 1 017 014,0 tonnes en hausse de 58,0%. Cette progression de la production résulte également du bon niveau des cours internationaux.

Par contre, la production de **diamant brut** a enregistré un recul de 33,8% et s'est affichée à 3 458,7 carats. Cette baisse de la production provient des effets des inondations dans les zones d'exploitations industrielles et semi-industrielles en mai 2019.

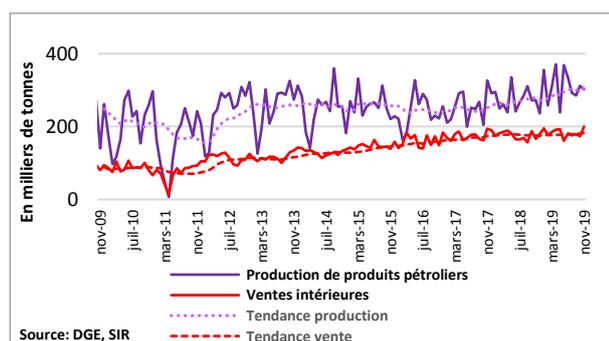
➤ Dynamisme des industries manufacturières

Les activités manufacturières devraient conserver leur dynamisme perceptible à travers l'accroissement de 10,1% de l'électricité moyenne tension à fin novembre 2019.

Dans la branche « **industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques** », la production des **produits pétroliers** a connu un accroissement de 13,1%, soutenu par l'augmentation des exportations terre et mer (+27,5%) et des ventes intérieures (+4,7%).

Les ventes intérieures de produits pétroliers ont profité de l'accroissement des ventes de gasoil (+9,2%) et de super (+7,6%) amoindries par la baisse des ventes de DDO (-3,0%), de butane (-49,6%) et de kérosène (-11,9%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers

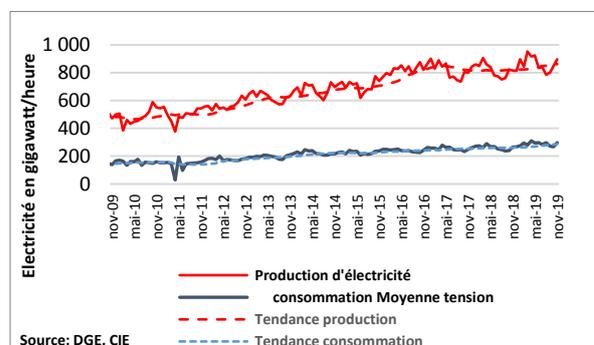


➤ Croissance de la production d'énergies et eau

Dans la branche « **électricité, gaz et eau** », la production d'électricité s'est consolidée de 5,8% portée par la hausse de la consommation interne (+9,5%) et des exportations (+4,5%). L'accroissement de la production provient

essentiellement de la source hydraulique (+18,6%) à laquelle s'ajoute un redressement de la production de source thermique (+0,4%).

Graphique 2 : Production et consommation d'électricité



○ Accroissement des activités du BTP

Les activités du BTP devraient poursuivre leur progression à fin novembre 2019 au regard de l'augmentation en volume des importations de clinker et des autres matériaux de construction respectivement de 1,5% et de 26,8%. Les activités du BTP profitent des travaux (i) d'achèvement de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, (ii) de réhabilitation du boulevard de Marseille et du pont Félix Houphouët-Boigny, (iii) de construction du 4ème pont reliant Yopougon à Plateau et du tronçon « Yamoussoukro-Tiébioussou » de l'autoroute du nord, (iv) de sauvegarde et de développement de la baie de Cocody et de la lagune Ebrié, (v) de construction du stade olympique d'Ebimpé et (vi) d'aménagement de la bordure de la mer dans la commune de Port-Bouët.

Secteur tertiaire

Maintien du dynamisme du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire maintient son dynamisme, porté à la fois par le commerce de détail et le transport, malgré le repli des activités de télécommunications hors orange money.

Hausse des ventes dans le commerce de détail

L'indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail se consolide et progresse de 4,2% grâce à la bonne tenue des ventes dans l'ensemble des branches, à l'exception des ventes des « produits d'équipement du

logement » (-9,2%) et des « produits de l'alimentation » (-2,5%).

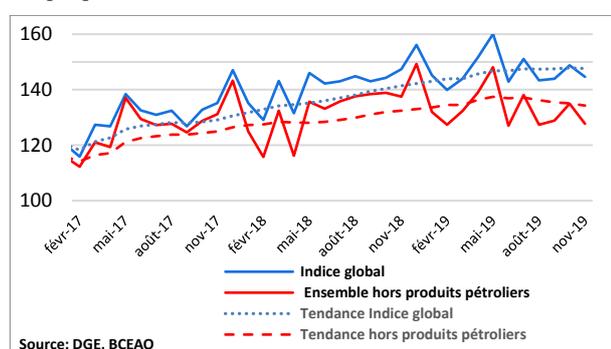
Ainsi, les ventes de « produits pétroliers » ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 8,4%, en lien avec la bonne tenue des quantités vendues des carburants super et gasoil.

De même, les ventes d'« articles d'équipement de la personne » (+13,5%) et de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+2,5%) se sont comportées favorablement sur la période.

Par ailleurs, les ventes des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » se sont également consolidées et ont progressé de 9,7%, en liaison avec les bonnes performances enregistrées au niveau des ventes de « produits pharmaceutiques et médicaux » (+9,3%) et de « parfumerie et produits de beauté » (+17,6%).

Hors produits pétroliers, l'Indice du Chiffre d'Affaires a augmenté de 1,1%, marquant le poids des produits pétroliers.

Graphique 3 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Bonne tenue des activités de transport

Le secteur du transport continue de bien se comporter grâce à l'ensemble de ses composantes.

➤ Dynamisme du transport aérien

Le **transport aérien** a enregistré une progression de 4,1% du nombre total de passagers qui est ressorti à 1 888 707.

Le nombre de passagers commerciaux a, quant à lui, maintenu son rythme de progression de 5,1%, en relation avec la dynamique observée du trafic dans l'ensemble des destinations, à l'exception du trafic vers la CEDEAO qui a

quasiment stagné (-0,5%). Toutefois, le trafic vers l'Afrique s'est accru de 7,0%.

La destination Amérique du Nord se bonifie en progressant de 58,2%, en lien avec l'ouverture de la ligne directe vers les USA.

Concernant l'Europe, le nombre de passagers commerciaux à destination et en provenance, a augmenté de 5,7%, du fait du trafic vers la France (+5,4%) qui reste soutenu.

Au niveau du trafic national, l'activité continue de tirer profit de la réouverture de l'aéroport de San Pedro. Ainsi, le nombre de passagers a augmenté de 31,7%.

Par ailleurs, le fret aérien a progressé de 5,0% tandis que le transit s'est contracté de 5,9%.

➤ Consolidation du transport ferroviaire

Dans le **transport ferroviaire**, le trafic global de marchandises a augmenté de 11,4% pour se situer à 857 039 tonnes à fin octobre 2019. Cette bonne tenue, qui provient du dynamisme des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+15,3%), est affectée par le repli du trafic intérieur (-24,7%).

➤ Bonne orientation du transport terrestre

Le **transport terrestre** se comporterait favorablement au regard de la consommation des carburants gasoil et super qui augmente de 8,6%.

Hausse du volume d'activité dans les TIC

Le secteur des télécommunications a été marqué par une hausse de 10,1% du volume global du trafic voix à fin octobre 2019. Cette bonne performance est soutenue par le trafic voix de la téléphonie mobile qui a progressé de 10,2%. Cependant, le nombre de SMS a replié de 35,5%.

S'agissant du chiffre d'affaires global des télécommunications hors Orange Money, il s'est contracté de 5,0%, du fait de la contraction du chiffre d'affaires du service « voix et SMS » de 12,8%. Cette baisse imputable au repli des prix des services, est amoindrie par les chiffres

d'affaires de l'internet et du mobile money qui ont progressé respectivement de 31,7% et 9,4%.

Hausse contenue des prix à la consommation

Les prix à la consommation ont maintenu leur faible évolution au terme des onze premiers mois de l'année 2019. Ils ont ainsi augmenté de 0,7%, sous l'effet combiné d'un renchérissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de 1,3% et d'une hausse de ceux des « produits non alimentaires » de 0,5%.

➤ **Renchérissement des prix des produits alimentaires**

Les produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont enregistré pour la plupart une hausse de leur prix. Les tubercules et plantains (+4,0%), les fruits (+7,5%) et produits laitiers (+2,1%) ont connu le relèvement de prix les plus importants. Ces augmentations sont en lien avec les approvisionnements à l'approche des festivités de fin d'année.

➤ **Augmentation des prix des produits manufacturés**

Les prix des produits secondaires se sont accrus de 0,9% en raison de la progression des prix des « articles d'habillement » (+1,1%), des « chaussures » (+0,8%), des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+1,5%), des « verreries, vaisselle et ustensiles de ménage » (+0,2%) et des « outillages et autres matériels pour la maison et le jardin » (+0,5%). Par contre, les prix des « articles de ménages en textiles » (-1,1%) ont replié.

➤ **Hausse des prix des principaux services**

Les prix des services ont progressé de 2,1%, sous l'effet des hausses des prix des fonctions « loisirs et cultures » (+0,5%), « transports » (+0,6%), « santé » (+0,2%), « communication » (+1,2%), « enseignements » (+1,6%), et « restaurants et hôtels » (+0,2%).

L'accroissement des prix de la fonction « santé » provient de l'augmentation de ceux des « services hospitaliers » (+0,1%) ainsi que des « services ambulatoires » (+1,0%).

Les prix de la fonction « loisirs et culture » ont progressé en raison du renchérissement des prix des « journaux, livres et articles de papeterie » (+1,4%), des « services récréatifs et culturels » (+0,8%) et « forfaits touristiques » (+0,8%). La contraction des prix des « matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'image » (-1,3%) a allégé ces hausses.

L'augmentation des prix de la fonction « communication » est imputable aux « services de téléphonie et de télécopie » (+1,3%) et aux « services postaux » (+1,8%).

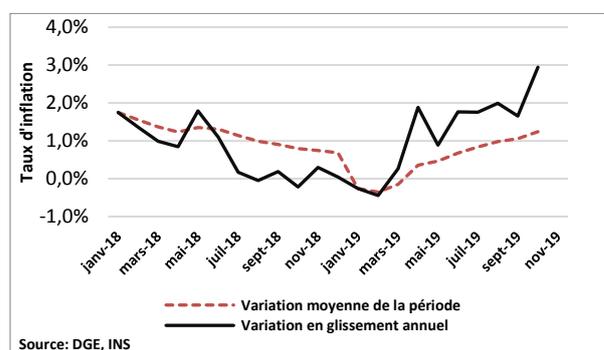
Les prix de la fonction « restaurants et hôtels » ont affiché une hausse sous l'impulsion des prix des « services d'hébergement » (+3,4%), tandis que ceux des « services de restauration » sont restés inchangés.

L'accroissement des prix de la fonction « transport » provient à la fois des prix des « achats de véhicules » (+0,3%), des « dépenses d'utilisation des véhicules » (+1,1%) et des « services de transport » (+0,3%).

Les prix de la fonction « enseignement » ont progressé, portés à la fois par l'« enseignement supérieur » (+2,0%), l'« enseignement post-secondaire non supérieur » (+2,3%), l'« enseignement secondaire » (+0,8%) et l'« enseignement préélémentaire et primaire » (+0,4%).

En moyenne sur les douze derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à +0,7%, bien en deçà du maximum de la norme communautaire de l'UEMOA fixé à 3%.

Graphique 4 : Evolution des taux d'inflation



Hausse des effectifs de salariés dans le secteur formel

Le nombre de salariés dans le secteur formel a augmenté de 3,2% pour s'afficher à 1 046 743, soit une création nette de 31 787 emplois en un an, dont 76,1% dans le secteur privé.

Les créations brutes d'emplois se sont établies à 85 358 sur les onze premiers mois de l'année 2019.

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la CGRAE a baissé de 9 607 contre 11 609 un an plus tôt, en lien avec la poursuite de la politique de maîtrise de la masse salariale. Ces agents sont principalement affectés dans les Ministères en charge de l'éducation et de la formation (49,2%), de la santé ou ayant des activités en relation avec le cadre de vie (17,3%) et, dans les Ministères en charge de la défense, de l'Administration du territoire et des eaux et forêts ainsi que dans les grandes Institutions (Présidence de la République ou Primature) (15,7%).

Dans le secteur privé, le nombre de nouvelles immatriculations est ressorti à 75 751. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce (29,4%; 22 573 immatriculations), l'industrie manufacturière (16,4%; 12 458 immatriculations) et le BTP (12,5%; 9 487 immatriculations).

Finances Publiques

Les finances publiques ont été marquées par une hausse du recouvrement des recettes et des dépenses totales comparées à la même période de 2018.

Consolidation des recettes fiscales

Les recettes totales recouvrées et les dons mobilisés ont atteint 4 593,1 milliards, en amélioration de 335,1 milliards par rapport à fin novembre 2018. Cette augmentation résulte essentiellement des plus-values réalisées au niveau des recettes fiscales (+299,0 milliards) et des recettes non fiscales (+18,0 milliards) ainsi que des dons (+18,1 milliards). Cette performance est en lien avec la bonne orientation de l'activité économique.

S'agissant des recettes fiscales, leur progression provient essentiellement du bon niveau de recouvrement de la fiscalité de porte (+127,7 milliards) et des impôts sur biens et services (+122,0 milliards). Quant aux recettes non fiscales, leur accroissement est lié particulièrement aux

recettes issues des cotisations sociales (+20,4 milliards) des organismes de prévoyance sociale.

En outre, les dons octroyés ont atteint de 257,7 milliards avec 153,1 milliards de dons-programme, en hausse de 18,1 milliards par rapport au niveau de fin novembre 2018.

Hausse des dépenses totales

L'accroissement des dépenses totales et prêts nets de 357,3 milliards, par rapport leur niveau à fin novembre 2018, provient de la hausse des intérêts de la dette (+103,4 milliards), des dépenses de fonctionnement (+116,3 milliards), des dépenses du personnel (+54,5 milliards), des subventions et transferts (49,1 milliards) et des dépenses de prestations sociales (+26,1 milliards). Ces augmentations ont été atténuées par le repli des dépenses d'investissement (-12,8 milliards).

Financement

Il ressort de ces évolutions, un solde primaire de base déficitaire de 42,4 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 767,3 milliards. Un recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 2 909,5 milliards a permis de financer le déficit budgétaire et de régler l'amortissement de la dette échue.

Echanges extérieurs

Hausse en valeur des exportations et des importations

Les échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels en valeur ont été caractérisés par une hausse des exportations et des importations respectivement de 11,3% et 4,1%.

Les exportations se sont accrues sous l'effet de la hausse en valeur des ventes de produits miniers (+35,9%), de produits de l'agriculture industrielle et d'exportation (+9,8%), de produits de la première transformation (+3,2%) et de produits manufacturés (+5,1%).

Les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » ont principalement profité de l'évolution positive des ventes en valeur de cacao fèves (+16,9%), de caoutchouc

(+25,1%), de coton masse (+32,4%) et de café vert (+24,2%).

Quant aux « produits de la première transformation », leur progression en valeur résulte essentiellement de l'augmentation des ventes de cacao transformé (+10,9%) et d'huile de palme (+10,6%).

Pour ce qui concerne les produits manufacturés, leur hausse est en relation avec la bonne tenue des ventes de produits pétroliers (+8,7%) et de « papiers, cartons et produits de l'édition » (+16,8%).

Au niveau des produits miniers, il est enregistré une progression des ventes d'or brut (+42,3%) et de pétrole brut (+25,0%) qui s'explique par la bonne tenue des activités des industries extractives.

La hausse des importations a été tirée par les achats de biens de consommation (+4,0%), de biens intermédiaires (+5,6%) et de biens d'équipement (+1,7%).

Les importations de biens de consommation ont été portées à la fois par les achats de produits alimentaires (+6,9%) et d'« autres biens de consommation » (+1,8%).

Les produits alimentaires ont bénéficié essentiellement de l'augmentation des achats en valeur de poisson frais (+5,3%), de blé tendre (+5,6%) et de riz (+4,2%). Quant aux « autres biens de consommation », ils ont profité des achats de « produits divers des industries chimiques » (+11,6%), de matières plastiques et ouvrages en ces matières (+6,6%) ainsi que des achats d'« appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix » (+29,8%).

Les achats des biens intermédiaires se sont accrus suite à l'augmentation des achats d'engrais (+90,7%), des produits de la catégorie « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+4,8%), de produits chimiques (+12,4%) et du clinker (+9,1%). Quant aux biens d'équipement, ils ont tiré avantage de la hausse des achats de machines mécaniques (+6,2%) et de machines électriques (+2,3%). Il ressort de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 918,2 milliards. Le taux de

couverture des importations par les exportations s'est établi à 116,3%, en progression de 7,6 points de pourcentage par rapport à son niveau à fin novembre 2018.

Les échanges extérieurs ont cependant enregistré une dégradation des termes de l'échange de 1,3% sous l'effet de la légère hausse des prix à l'import de 0,4% couplée à la baisse des prix à l'export de 1,0%.

Situation monétaire et financière

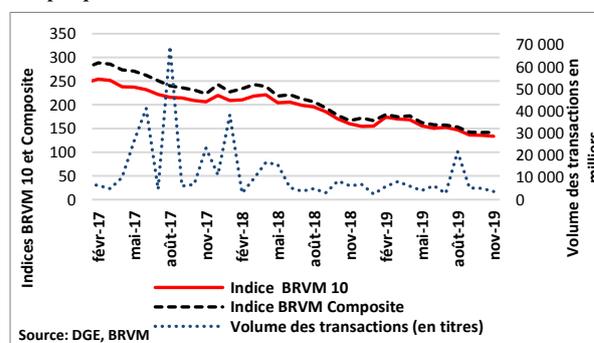
Repli continu des indices boursiers de référence

Le marché boursier régional a été caractérisé par les reculs continus des indices boursiers de référence tandis que la capitalisation boursière composite est ressortie en hausse.

Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM Composite se sont inscrits en baisse respective de 22,9% et de 25,0% sous l'effet du retrait de l'ensemble des indices boursiers sectoriels. Les indices « BRVM- Transport » (-53,0%), « BRVM-Agriculture » (-46,6%), « BRVM- Industrie » (-45,9%) et « BRVM-Autres secteurs » (-33,4%) ont connu les contractions les plus fortes.

S'agissant de la capitalisation boursière, elle s'est affichée en hausse de 4,5% en raison de l'accroissement de la capitalisation du marché des obligations de 25,0% combinée à la baisse de la capitalisation du marché des actions de 9,9%. Par ailleurs, le volume et la valeur transigés ont enregistré des retraits respectifs de 38,1% et de 51,3% dénotant de la faible liquidité de la place boursière régionale.

Graphique 6 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Bonne orientation du financement de l'économie

La situation monétaire a été marquée par la hausse de la masse monétaire au sens large (M2) émanant de l'accroissement à la fois des créances intérieures et des actifs extérieurs nets.

La masse monétaire a augmenté de 10,2% (+945,1 milliards) pour s'afficher à 10 185,3 milliards, soutenue par la hausse des créances intérieures (+1 157,0 milliards ; +12,8%) et des actifs extérieurs nets (+253,1 milliards ; +14,4%). Les créances intérieures ont progressé grâce aux créances sur l'économie (+550,2 milliards ; +8,1%) et aux créances nettes sur l'Administration centrale (+606,8 milliards ; +27,5%).

S'agissant des actifs extérieurs nets, ils se sont accrus pour s'établir à 2 008,5 milliards en lien avec la hausse des actifs détenus par la banque centrale (+202,7 milliards ; +14,4%) et le secteur bancaire (+505,5 milliards ; +14,7%).

En ce qui concerne l'activité bancaire, au terme des onze premiers mois de l'année 2019, le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'est élevé à 4 601,8 milliards contre 4 521,4 milliards sur la même période de 2018, en hausse de 3,2% (+80,3 milliards). Cette évolution provient de l'augmentation des crédits accordés aux « Particuliers » (+179,3 milliards), aux « Sociétés d'État et EPIC » (+122,2 milliards), aux « Clients divers » (+23,7 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (+3,5 milliards). Toutefois, ces augmentations sont amoindries par le retrait des crédits accordés aux « Autres sociétés » (-92,9 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-79,1 milliards), aux « Entreprises individuelles » (-55,3 milliards), aux « Personnels des banques » (-11,9 milliards) et à la « Clientèle financière » (-9,0 milliards).

Le montant cumulé des effets de commerce escomptés est ressorti en baisse de 1,8% (+17,5 milliards) et celui des dépôts s'est accru de 6,1% (+108,0 milliards).

Les taux moyens d'intérêt des nouvelles mises en place de crédit et d'escompte appliqués se sont établis respectivement à 6,4% et 7,0%, en augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à leur niveau de la période

correspondante de 2018. Quant au taux moyen créditeur des dépôts, il est ressorti à 6,4%, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2018.

En conclusion, l'activité économique continue de se renforcer grâce à l'accélération de l'activité industrielle et du BTP. En outre, les secteurs primaire et tertiaire consolident leur dynamisme. Par ailleurs, les prix à la consommation demeurent maîtrisés et le déficit budgétaire reste contenu. Cette bonne orientation de l'activité devrait se maintenir grâce à la poursuite de la réalisation des grands projets publics d'infrastructures et de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv).

Tableau de bord

	avr.-19	mai-19	juin-19	juil.-19	août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	Variations en glissement (cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-1,1%	-7,4%	-13,6%	-14,0%	-18,6%	-20,4%	-26,3%	-2,3%	-11,4%
Cours du cacao	-11,2%	-13,0%	-0,1%	2,5%	1,1%	5,0%	14,1%	15,3%	1,3%
Cours de l'euro par rapport au dollar	6,0%	3,8%	4,2%	3,4%	5,6%	9,2%	9,1%	8,8%	5,4%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao	nc	nc	21,1%	nc	nc	6,5%	nc	nc	nc
Café	nc	nc	-42,2%	nc	nc	-80,9%	nc	nc	nc
Coton	341,0%	3055,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	29,5%
Anacarde	-38,6%	-28,1%	186,9%	169,3%	18,7%	-51,5%	-45,1%	-90,8%	-14,2%
Secondaire									
IHPI global	14,1%	12,3%	9,8%	nc	nc	nc	nc	nc	nc
IHPI hors extraction	11,1%	11,3%	7,7%	nc	nc	nc	nc	nc	nc
Industrie manufacturière	11,5%	11,4%	7,7%	nc	nc	nc	nc	nc	nc
Electricité, gaz	7,4%	9,8%	8,0%	nc	nc	nc	nc	nc	nc
BTP	25,8%	-5,2%	27,4%	nc	nc	nc	nc	nc	nc
Production d'électricité	6,6%	9,7%	6,9%	8,5%	4,8%	5,2%	3,0%	9,7%	5,8%
Production de produits pétroliers	55,0%	-28,7%	52,3%	26,3%	2,9%	-8,1%	14,5%	11,1%	13,3%
Pétrole brut	36,9%	32,8%	27,2%	30,4%	16,8%	8,4%	-2,6%	-13,5%	16,1%
Gaz naturel	2,6%	-5,1%	3,3%	36,2%	15,0%	36,7%	18,9%	14,5%	6,1%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	15,3%	9,6%	0,5%	5,6%	-1,1%	0,7%	3,1%	-1,8%	4,2%
Trafic global maritime	25,7%	13,3%	-4,2%	16,8%	8,3%	3,0%	nc	nc	nc
Total voyageurs aérien	4,3%	1,5%	10,9%	5,7%	4,8%	-2,2%	2,6%	4,6%	5,1%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	2,0%	6,2%	6,7%	31,2%	40,8%	27,5%	10,3%	-1,8%	10,1%
Echanges extérieurs									
Exportation en volume	-4,7%	26,3%	27,4%	95,1%	19,6%	39,1%	10,8%	26,9%	24,3%
Importation en volume	41,8%	-6,9%	-31,1%	42,4%	-27,1%	28,5%	-13,1%	-8,1%	1,1%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	1,5%	14,6%	16,4%	36,5%	28,9%	35,0%	4,9%	4,8%	11,3%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	25,5%	-4,0%	-26,1%	22,9%	-19,0%	34,1%	-3,9%	-10,9%	4,1%
Solde commercial (en milliards CFA)	32,00	86,84	294,47	-79,19	17,40	-111,52	36,18	270,23	1020,9
Solde commercial (en milliards CFA, hors biens exceptionnels)	32,00	86,94	193,81	-81,27	17,40	-111,52	36,18	270,23	918,2
Solde commercial FOB/FOB (en milliards CFA)	119,71	176,29	256,06	23,71	100,82	-19,30	115,32	339,80	1854,3
Financement									
Masse Monétaire (M2)	10,5%	9,1%	7,9%	6,9%	8,1%	8,6%	8,6%		10,2%
Actifs Extérieurs Nets	-32,0%	-24,1%	-30,1%	-30,0%	-27,4%	-17,7%	2,2%		14,4%
Créances intérieures	25,8%	18,8%	22,0%	18,7%	17,6%	18,4%	12,4%		12,8%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	85,8%	53,0%	73,1%	58,5%	52,7%	45,7%	31,4%		27,5%
Créances sur l'économie	13,0%	10,2%	9,3%	7,7%	7,4%	10,0%	6,3%		8,1%
BRVM composite	-26,0%	-25,4%	-28,6%	-26,0%	-25,9%	-26,4%	-20,1%		-25,0%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	23,1%	-17,5%	16,0%	19,7%	5,8%	4,6%	12,7%	12,2%	7,9%
Dépenses totales & Prêts nets	4,8%	-4,6%	15,6%	10,4%	-1,4%	-8,1%	2,2%	24,1%	7,1%
Investissement public	-9,7%	18,5%	21,6%	49,1%	7,7%	-51,5%	-37,6%	9,7%	-0,9%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-45,41	-37,73	-118,09	-195,03	-44,15	7,87	-18,56	-154,07	-767,3
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	0,7%	0,8%	1,2%	1,2%	0,4%	0,5%	0,3%	1,2%	0,7%
Indice des biens alimentaires	0,6%	2,1%	3,4%	2,5%	0,2%	1,1%	0,6%	2,4%	1,3%
IHPC hors biens alimentaires	0,8%	0,3%	0,3%	0,6%	0,5%	0,3%	0,1%	0,7%	0,5%
Emploi									
Salariés secteur formel	5,7%	5,6%	4,9%	4,9%	3,5%	2,9%	2,4%	3,1%	3,1%
Salariés secteur formel privé	6,5%	6,4%	5,1%	5,4%	3,8%	3,0%	2,4%	3,0%	3,0%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques

et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :

Sous-direction de la Conjoncture

Email : sd.dppse@dge.gov.ci

Tel : (+225)20200924/20200925